



Au lycée, les ravages de la réforme Blanquer

Restriction de l'éditeur

EMPLOIS DU
TEMPS INFERNAX,
CLASSES ÉCLATÉES,
ÉVALUATIONS
DÉFAILLANTES...
PROFESSEURS
ET ÉLÈVES SONT MIS
À RUDE ÉPREUVE.
P. 4

« CE QUE NOUS VIVONS » : LES TÉMOIGNAGES DE SIX ENSEIGNANTS



L'événement

ÉDUCATION

La réforme qui pourrait faire exploser le lycée

Emplois du temps infernaux, classes éclatées, évaluations déstabilisantes : les deux premiers mois de mise en œuvre de la réforme du bac mettent à rude épreuve enseignants et élèves, au moral comme au physique.

Pour les uns comme pour les autres, l'avenir s'inscrit dans un halo d'inquiétude. Décryptage.



1 LA CLASSE : UN COLLECTIF ÉPARPILLÉ FAÇON PUZZLE

Christophe, professeur dans un grand lycée du Sud-Ouest, joue les comparaisons : « Pour la réunion parents-profs des secondes, on avait une dizaine d'enseignants. Pour celle des premières, comment faire avec 40 profs qui interviennent pour chaque classe ? » De fait, la disparition des filières et l'organisation autour d'un libre choix de trois spécialités en première, puis deux en terminale, ont eu définitivement raison du « groupe classe », ce noyau essentiel de l'éducation nationale nécessaire à la création de dynamiques autour de projets et d'apprentissages.

Faisons les comptes. Trois matières du tronc commun (français, histoire-géo et sport), normalement assurées par un seul enseignant ; les deux langues vivantes qui doivent se pratiquer par groupes de 20, ce qui, avec 30 à 35 élèves (voire plus) par classe, implique deux profs pour chaque langue ; un « enseignement scientifique », qui remplace à la fois les maths et les sciences, le tout avec des enseignants différents : nous dénombrons déjà neuf profs. Ajoutons les trois spécialités, dont certaines, composites (« histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques », « humanités, littérature et philosophie »...), impliquent au moins deux intervenants. Certains élèves, selon leurs choix, voient défiler en face d'eux une quinzaine, voire une vingtaine d'enseignants. Et comme, dans chaque classe, les choix de spécialités varient selon les élèves, les classes à 30 enseignants deviennent la règle. Le Snes-FSU pointe d'ailleurs un record : 50 profs ! Dans ces conditions, comment connaître tous les

élèves et, surtout, assurer à chacun le suivi pédagogique auquel il a droit et dont les plus fragiles ont encore plus besoin ?

Dès lors, organiser le conseil de classe devient mission impossible. Ou alors, reprend Christophe, « certains profs seront là tous les soirs de 16 heures à 20 heures tout au long de la période des conseils », soit un mois à chaque trimestre. Des adaptations seront donc obligatoires, comme la présence des seuls profs du tronc commun (impliquant un lourd travail d'information et de coordination avec leurs collègues de spécialités), la réduction du nombre de conseils dans l'année (deux au lieu de trois), etc. Autre problème de taille : « Dès le conseil de classe du deuxième trimestre, en première, se joue un choix d'orientation capital pour l'avenir de l'élève, avec l'abandon d'une des trois spécialités. » Ainsi, les professeurs principaux pourront-ils assumer la mission de guider les choix d'orientation des élèves, qui leur incombe désormais, en plus du reste ?

2 LE QUOTIDIEN DES ÉLÈVES : LA COURSE À L'ÉCHALOTE

Vous aimez les problèmes de maths ? Bienvenue dans le monde merveilleux de la réforme du lycée « à la carte », que vous ont mitonnée le chef Blanquer et sa brigade. Comment trouver 12 heures par semaine, des heures communes pour enseigner leurs trois spécialités, à raison de 4 heures chacune, à une bonne trentaine d'élèves qui peuvent provenir de quatre, cinq classes (ou plus) différentes ? Vous avez tout l'été pour résoudre l'équation, puisque c'est pendant les vacances que les proviseurs et (surtout)



leurs adjoints ont dû constituer des emplois du temps. Si ceux-ci n'ont jamais été une sinécure, l'exercice a viré cette fois au casse-tête, niveau grand maître international. Sans surprise, les résultats ont été... très divers.

Principe devenu incontournable, il a fallu prioriser des créneaux pour ces spécialités. Moins difficile dans les lycées qui proposent le service minimum, soit sept spécialités. Carrément infernal dans les établissements qui offrent les douze spécialités. C'est le revers de la médaille pour ceux qui ont voulu jouer les bons élèves de la réforme et, surtout, éviter à leurs élèves de devoir changer de lycée pour aller suivre – sous réserve qu'on les y accepte – une spécialité inexistante. Les autres cours, ceux du tronc commun (français, histoire-géo, langues vivantes, sport et « enseignement scientifique »), qui représentent 16 heures au total, doivent être casés là où il reste du temps.

Résultat ? Des emplois du temps « à trous », comme on n'en avait encore jamais vu. Exemple : 2 heures de cours le matin, 2 heures de cours l'après-midi... mais rien entre les deux. Éric, parent d'élève dans l'Essonne : « *Ceux qui habitent près du lycée peuvent rentrer chez eux. Ceux qui habitent dans les communes alentour, faute de trans-*

ports en commun, vont au CDI ou traînent dans le centre commercial tout proche. »

Quittons les maths pour aborder la physique. Selon le principe des vases communicants, les journées n'étant pas extensibles, qui dit jours « à trous » dit aussi jours en surcharge, bien remplis de 8 heures du matin à 19 heures. Même des organismes jeunes et en pleine forme ont du mal à tenir le coup, surtout quand, en outre, ils n'ont plus le temps de manger. Nos confrères du *Parisien* ont ainsi recensé moult exemples d'élèves qui devaient choisir de sécher une heure de cours pour se restaurer, d'autres qui n'avaient que 25 minutes pour gober un sandwich – pas le temps de faire la queue au self – à l'extérieur du lycée car il est interdit de manger à l'intérieur ! Stress, fatigue, mauvaise qualité de vie et d'alimentation : sur ce plan, la réforme s'avère totalement indigeste.

3 **CONTRÔLE CONTINU : OMBRES ET BROUILLARD**

Sur le pont de la réforme, l'orchestre dirigé par Jean-Michel Blanquer joue sa partition sans faiblir et surtout sans (volonté de) voir



l'iceberg qui approche. L'obstacle s'appelle « E3C », comme « épreuves communes de contrôle continu ». Dans le nouveau bac, le contrôle continu comptera pour 40 % de la note finale, dont 30 % pour ces nouvelles épreuves en trois séquences : janvier et juin en première, juin en terminale. Ainsi, en deux mois effectifs, les élèves devront composer sur l'histoire-géo et les deux langues vivantes (plus les maths en série technologique).

Le risque que font courir ces évaluations – préparées, organisées et corrigées localement – vis-à-vis du caractère national du diplôme est déjà bien identifié (voir *l'Humanité* du 10 octobre). Mais il n'est pas le seul problème posé aux élèves et aux enseignants. L'organisation de ces épreuves et leur rythmicité constituent en soi une difficulté. « On doit faire le programme sur 36 semaines, explique un prof de philo, mais on perd un grand nombre d'heures pour préparer ces évaluations. » La progression pédagogique elle-même devient un souci. « Les collègues de maths ou d'histoire-géo se disent que s'ils sont absents quinze jours d'ici à janvier, en formation ou pour maladie, leurs élèves seront

en retard en janvier, ajoute-t-il. Cela met une pression terrible. Avec le contrôle terminal, on avait beaucoup moins de problèmes pour lisser la progression pédagogique sur toute une année. »

Mais notre interlocuteur voit poindre un autre danger. « Cela risque de niveler les évaluations par le bas, car, pour contourner ce problème, on n'évaluera plus sur la totalité du programme qui aurait dû être vu, mais seulement sur la partie commune. On dérivera ainsi vers un "bac maison", selon les établissements. Et cela finira par se savoir et créer des différences entre les lycées. » De fait, la réforme prévoit que le caractère national et égalitaire du bac sera préservé avec la création d'une banque nationale de sujets (toujours pas disponible, selon nos informations, plus d'un mois après la rentrée). Mais tout comme l'organisation des épreuves, la correction sera bel et bien locale. Au Snés, on indique que les commissions académiques d'harmonisation œuvreront « uniquement sur des bases statistiques ». Autrement dit, pour faire coïncider les notes finales avec les résultats attendus par le ministère, afin de prouver le bien-fondé de sa réforme. Qui a dit que tout cela était mal préparé ? ● **O. C.**

**« LES FAMILLES »
AVERTIES « SAURONT
CHOISIR LES BONNES
SPÉCIALITÉS
POUR L'APRÈS-BAC.
MAIS LES AUTRES ? »
CHRISTOPHE MANIBAL,
SNES-FSU**

**TENTATIVE
DE SUICIDE D'UNE
PRINCIPALE À BONDY**

La principale d'un collège de Bondy (Seine-Saint-Denis) a tenté de se suicider, dimanche, a-t-on appris hier. Âgée de 59 ans, elle a choisi son logement de fonction, au sein même du collège, pour mettre fin à ses jours – heureusement sans y parvenir. Selon des sources policières citées par l'AFP, elle a déclaré « *ne plus supporter l'éducation nationale* ». Les mêmes sources ont précisé qu'elle en voulait « *plus à l'éducation nationale qu'aux élèves ou aux parents* ».

Cet événement intervient moins d'un mois après le suicide de Christine Renon, cette directrice de l'école maternelle Méhul de Pantin, tout près de Bondy, qui a laissé derrière elle des lettres particulièrement accusatrices pour l'institution. Sa mort a soulevé une grande émotion, avec une journée de grève très suivie en Seine-Saint-Denis et des rassemblements dans toute la France.

Après le suicide d'un professeur de sciences dans les Alpes-Maritimes, le même jour que celui de Christine Renon, et celui d'un professeur de services et commercialisation à Chamalières (Puy-de-Dôme), combien de temps faudra-t-il au ministère pour reconnaître la souffrance dont ces actes ultimes sont le signe et « *ouvrir un dialogue réel et concret* » comme le lui ont demandé, hier, 200 directeurs d'école de Seine-Saint-Denis dans une lettre ouverte ?



« C'est un crash-test qu'on va faire passer à nos élèves ! »

Le Snes, principal syndicat du secondaire, juge la situation si grave, pour les élèves et les enseignants, qu'il demande le retour au contrôle terminal pour le bac cette année.

La réforme du bac améliore-t-elle ou, au contraire, dégrade-t-elle les conditions de travail des enseignants et des élèves ?

CLAIRE GUÉVILLE Sans conteste, cette réforme accentue le phénomène de fatigue et de perte de sens du métier. On ne peut plus suivre correctement les élèves dans un lycée où tout le monde bouge tout le temps. Le fait d'avoir toujours en ligne de mire des évaluations qui comptent pour le bac ajoute au stress. On a le sentiment de ne pas pouvoir accompagner véritablement les élèves, tout en

devant les évaluer en permanence. En plus, on a des programmes qui sont infaisables, surtout dans un tel contexte. On affiche des programmes d'un niveau élevé, mais sans pouvoir les mettre en œuvre : c'est une autre injonction contradictoire.



Claire Guéville
Secrétaire nationale du Snes-FSU chargée des lycées

Avez-vous le sentiment d'atteindre un point de rupture ?

CLAIRE GUÉVILLE Oui, car tout ce qui pouvait amortir le choc de ces tensions est en train d'exploser : le collectif de travail, la proximité avec les élèves, la représentation des personnels auprès de l'insti-

tution... Tout cela a un impact direct. Si on a un problème dans une classe, on ne sait plus à qui s'adresser. L'individualisation des parcours des élèves laisse tout le monde seul face aux difficultés, y compris les professeurs. On est dans l'insécurité. Or, en dépit de nos nombreuses alertes, le ministère n'a jamais voulu prendre en compte les risques psychosociaux liés à la mise en œuvre de cette réforme.

Vous demandez pour cette année l'annulation des épreuves de contrôle continu et le retour à un contrôle terminal. Est-ce réaliste ?

CLAIRE GUÉVILLE En tout cas, c'est raisonnable, à moins de vouloir mettre volontairement élèves et professeurs en difficulté. Mais le ministère ne travaille pas avec la raison en tête... Nos élèves ne sont pas prêts, l'institution n'est pas prête, des établissements n'ont toujours pas leurs manuels, la banque nationale de sujets pour les épreuves de contrôle continu n'est pas prête et ne garantira aucunement un traitement égal de tous les candidats, on ne sait pas où placer le curseur pour évaluer nos élèves... À deux mois des premières épreuves, rien n'est prêt, c'est le n'importe quoi total. C'est un crash-test qu'on va faire passer à nos élèves ! D'ailleurs, le comité de suivi qui a été mis en place est sur cette base : on nous dit qu'on va regarder ce qui se passe cette année et qu'on ajustera l'an prochain. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
OLIVIER CHARTRAIN



Restriction de l'éditeur

La mise en œuvre de la réforme du bac depuis la rentrée confirme les inquiétudes exprimées depuis des mois par les élèves et les enseignants. Remy Gabalda/AFP